

**MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'OEUVRE**

OBJET
Maitrise d'œuvre de conception et de suivi de la réalisation des travaux de réagencement des espaces d'accueil des publics du musée national de la Marine Site de la citadelle de Port Louis

**Marché n°25MPES11**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)
--

Pouvoir adjudicateur :

Le Musée national de la Marine  
Établissement public à caractère administratif régi par les dispositions des articles R3413-35 à R3413-61 du code de la Défense  
17 place du Trocadéro et du 11 novembre, 75116 Paris – France

Représentant du pouvoir adjudicateur :

Monsieur Thierry GAUSSERON, directeur  
(Décret du Président de la République en date du 5 décembre 2023 portant nomination du directeur du Musée national de la Marine)

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-46 du code de la commande publique :

L'Agent comptable du Musée national de la Marine

Ordonnateur délégué :

Le Directeur du Musée national de la Marine

Comptable public assignataire des paiements :

L'Agent comptable du Musée national de la Marine

Procédure de passation :

Procédure adaptée ouverte en application des articles L.2123-1 1°, R.2123-1 1° et R. 2123-4 à R.2123-7 du code de la commande publique.

## CHAPITRE PREMIER : GENERALITES

### Article premier : Objet du marché – Dispositions générales

#### Article 1.1 : Objet du marché

##### **Mission principale**

Le présent marché a pour objet la conception et le suivi des travaux de réagencement de la première zone d'accueil des publics de la citadelle de Port Louis. Cette zone se compose

- De l'Accueil/ billetterie,
- De la Boutique
- De la Cafétaria
- De la salle de Médiation
- De la salle d'Interprétation (dont le réagencement n'est pas compris au présent marché)

##### **Mission annexe**

Le musée de la Marine cherche à valoriser le patrimoine qui lui a été confié en redonnant accès au public à des espaces de la Citadelle à fort potentiel culturel et économique. Afin de confirmer les possibilités d'exploitation de l'espace dit « corps de garde », le présent marché a pour objet annexe la conception graphique jusqu'au stade AVP d'un espace de séminaire dans celui-ci.

Les prestations attendues sont décrites au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes.

#### Article 1.2 : Cocontractants

Le présent marché est conclu entre :

- Le pouvoir adjudicateur désigné à l'acte d'engagement, dénommé « maître d'ouvrage » dans le présent CCAP ;
- Et le titulaire du marché désigné à l'article 2 de l'acte d'engagement, dénommé « maître d'œuvre » dans le présent CCAP.

La procédure de passation du marché est la procédure adaptée conformément aux articles L.2123-1 1°, R.2123-1 1° et R.2123-4 à R.2123-7 du code de la commande publique.

#### Article 1.3 : Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG-MOE, dès la notification du marché, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage désignent une personne physique habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au maître d'ouvrage ou au maître d'œuvre.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

## Article 2 : Pièces constitutives du marché

Aucune dérogation aux stipulations du présent marché ne sera admise, à moins qu'elle ne fasse l'objet d'un accord écrit des parties. Les compléments ou les modifications doivent être constatés par voie d'avenant dûment signé par les représentants habilités des parties, à défaut de quoi, ce sont les pièces initiales qui feront foi.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces constitutives du présent marché, dont l'exemplaire conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

### Article 2.1 : Pièces particulières

L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ci-dessous, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant :

- Annexe n°1 : Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- Annexe n°2 : RIB ;
- Annexe n°3 : Réponse du titulaire à une demande de précisions ou de compléments sur la teneur de son offre (le cas échéant) ;
- Annexe n°4 : Mise au point (le cas échéant) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- Le mémoire technique du titulaire ;
- Les ordres de service ;
- Les comptes-rendus.

### Article 2.2 : Pièces générales en vigueur le 1<sup>er</sup> jour du mois Mo

- Le code de la commande publique ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (JORF n°0078 du 1<sup>er</sup> avril 2021), sous réserve de dérogations expressément mentionnées dans le présent CCAP, consultable sur Légifrance ;
- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (JORF n°0078 du 1<sup>er</sup> avril 2021) en ses dispositions concernant les éléments de mission confiés au maître d'œuvre, consultable sur Légifrance ;
- Le CCTG applicables aux marchés publics de travaux ;
- Les avis techniques du CSTB et des assurances pour les procédés de construction, ouvrages ou matériaux donnant lieu à de tels avis.

Le marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties. En cas de contradiction entre une et/ou plusieurs dispositions figurant dans l'un de ces documents, le document de rang supérieur prévaudra.

Il est précisé que le (ou les) marché (s) de travaux seront soumis aux dispositions du CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Le maître d'œuvre reconnaît

avoir pris connaissance des dispositions de ce CCAG et s'engage au respect des obligations mises à sa charge dans celui-ci, sauf dérogations éventuelles énoncées dans le CCAP des marchés de travaux qui se substitueraient alors aux dispositions de ce CCAG.

Le maître d'œuvre ne peut se prévaloir, dans le cadre de l'exécution du présent marché, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché. Les textes de base énoncés ci-dessus ne présentent aucun caractère limitatif et ne constituent qu'un rappel des principaux documents applicables.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-MOE, et en application de l'article R.2191-46 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage remet au maître d'œuvre, soit lors de la notification du marché soit, dans le cas contraire, à la demande du maître d'œuvre, une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au maître d'œuvre de céder ou de nantir des créances résultant du marché, ou un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

### Article 3 : Le maître d'ouvrage

#### Article 3.1 : Organisation de la maîtrise d'ouvrage

Les informations sont précisées dans l'acte d'engagement. Il n'est pas fait application de l'article 3.3 du CCAG-MOE.

#### Article 3.2 : Pièces et renseignements à fournir par le maître d'ouvrage

Il appartient au maître d'ouvrage :

- de définir le programme de l'opération envisagée et l'enveloppe financière prévisionnelle correspondante, en précisant sa décomposition et, notamment la partie de l'enveloppe affectée aux travaux ;
- de fixer les objectifs de développement durable, s'ils ne font pas partie du programme ;
- d'indiquer le délai prévisionnel de réalisation de l'opération ;
- d'indiquer le mode de dévolution prévisionnel des marchés de travaux.

Il fournit, avant le début des études, tous les documents nécessaires au maître d'œuvre. En cas de pièces manquantes, il appartient au maître d'œuvre de les réclamer.

Le maître d'ouvrage donne au maître d'œuvre tous les moyens d'accès au site et aux ouvrages existants.

### Article 4 : Le maître d'œuvre

#### Article 4.1 : Contractant unique

Le contractant unique est une personne physique ou morale qui est désignée à l'article 2 de l'acte d'engagement.

#### Article 4.2 : Cotraitants

Le groupement doit être solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire. Il est conjoint lorsque chacun des prestataires, membre du groupement, n'est engagé que pour la partie du marché qu'il exécute. Il est solidaire lorsque chacun des prestataires est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires. La nature du groupement est précisée à l'article 2 de l'acte d'engagement.

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d'ouvrage et coordonne les prestations des membres du groupement. Les missions du mandataire sont décrites à l'article 4 du CCTP. Le mandataire est solidaire de chacun des membres.

#### Article 4.3 Sous-traitants

Conformément aux articles L.2193-1 à L.2193-3 et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique, le maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sous réserve de l'acceptation du sous-traitant par le représentant du maître d'ouvrage et de l'agrément des conditions de paiement. Toutefois, conformément aux dispositions de l'article 37 du code de déontologie des architectes, l'architecte titulaire ne peut donner en sous-traitance la mission définie à l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le maître d'œuvre doit remettre contre récépissé au représentant du maître d'ouvrage ou lui adresser par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal un projet d'acte spécial (imprimé DC4) et les documents dont la liste sera communiquée par le maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre communiquera au(x) sous-traitant(s) en cause les obligations leur incombant et restera totalement garant et responsable vis-à-vis du maître d'ouvrage de l'ensemble des prestations et obligations à sa charge.

Le silence du maître d'ouvrage gardé pendant vingt et un (21) jours à compter de la réception de l'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Après acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître d'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de huit (8) jours de l'acceptation, une caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus. La non production de cette caution emportera, dans les conditions définies à l'article 30.2 ci-dessous, résiliation du marché.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-MOE. Notamment, le maître d'ouvrage notifiera après signature à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Si le maître d'œuvre transgresse les obligations exposées précédemment, il s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 30 du CCAG-MOE, soit la résiliation du marché à ses torts sans qu'il ne puisse prétendre à aucune indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques (Cf. article 34 du CCAG-MOE).

Le maître d'œuvre est tenu de communiquer le ou les contrats de sous-traitance au maître d'ouvrage lorsque celui-ci en fait la demande. Le délai de communication du ou des contrats de sous-traitance par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage est fixé à quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande (en lettre recommandée avec accusé de réception) par le maître d'œuvre. En cas de retard dans la remise de ces documents, et par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre encourt une pénalité de cinquante euros (50,00 €) par jour de retard constaté.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Dans l'éventualité où un sous-traitant confierait à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé, il est précisé que le maître d'ouvrage n'acceptera pas la mise en place d'une délégation de paiement et exigera du sous-traitant dit de 1er rang la constitution d'une caution au bénéfice de son sous-traitant.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-MOE. Notamment, le maître d'ouvrage notifiera après signature à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Les sous-traitants ne peuvent intervenir qu'après signature et notification par le maître d'ouvrage de l'acte spécial de sous-traitance.

## Article 5 : Autres intervenants dans l'opération

### Article 5.1 : Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sera passée par le maître d'ouvrage si les différents arbitrages (et notamment l'allotissement) rendent cette mission obligatoire dans ce cas le CSPS sera rémunéré par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où le CSP ne serait pas obligatoire l'opération sera conduite sous plan de prévention conformément au décret du 20 février 1992.

Conformément aux dispositions des articles L.4532-2 et suivants du code du travail, le maître d'œuvre doit travailler en liaison avec le coordonnateur "sécurité et protection de la santé" retenu par le maître d'ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination SPS, la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « CSPS ».

#### Article 5.2 : Conduite d'opération

Sans objet.

#### Article 5.3 : Contrôle technique

Pour l'exécution du présent marché, le maître d'ouvrage ne sera pas assisté d'un contrôleur technique. Les éléments de structure et de sécurité n'étant pas impactés par le projet.

#### Article 5.4 : Géomètre

Sans objet.

#### Article 5.5 : Coordination SSI

Sans objet.

#### Article 6 : Mission de maîtrise d'œuvre

La mission de maîtrise d'œuvre comprend les éléments de mission suivants, dont le contenu détaillé figure au CCTP :

##### Mission de base

- Esquisse
- Études d'avant-projet
- Études de projet
- Assistance à la passation des contrats de travaux
- Examen de la conformité au projet des études d'exécution faites par l'entrepreneur et visa
- Direction de l'exécution des contrats de travaux

Les prestations à réaliser au titre de cet élément de mission s'entendent pour :

- Une durée prévisionnelle d'exécution des travaux de six (6) mois.
- Le mode de dévolution des marchés de travaux par corps d'état séparés. Le découpage en lot se fera en concertation avec le maître d'ouvrage au stade de l'AVP.
- Une fréquence de réunions de chantier d'une fois par semaine.
- Une participation moyenne d'une personne de l'équipe de maîtrise d'œuvre aux réunions de chantier.
- Assistance aux opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement. La mission confiée au maître d'œuvre est constituée de six (6) phases techniques listées ci-dessus.

#### Article 7 : Modalités d'exécution de la mission

##### Article 7.1 : Informations réciproques des cocontractants

##### Article 7.1.1 : Informations données par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre pendant l'exécution du marché

Le maître d'ouvrage communique au maître d'œuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'œuvre pour l'exécution de son marché. Il s'agit notamment :

- de toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire ;
- de toute observation ou de tout document adressés directement au maître d'ouvrage par les autres intervenants.

Si au cours de l'exécution du présent marché, le maître d'œuvre constate que certains documents fournis par le maître d'ouvrage comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions, il en informe sans délai le maître d'ouvrage.

#### Article 7.1.2 : Informations données par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage

Le maître d'œuvre communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage

#### Article 7.1.3 : Secret professionnel

Le maître d'œuvre est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de la mission. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Le maître d'œuvre s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au présent marché.

Aucune diffusion ou présentation par le maître d'œuvre de documents, aucun exposé oral concernant l'état du bâtiment, l'organisation du maître d'ouvrage et ses procédures ne peut se faire sans l'accord écrit préalable du maître d'ouvrage.

En cas de violation par le maître d'œuvre des obligations du présent article, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le maître d'ouvrage pourra résilier le marché aux torts du maître d'œuvre, après mise en demeure restée infructueuse.

Le maître d'œuvre ne peut prétendre, du chef des dispositions du présent article, ni à la prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité.

Cette obligation se maintient pendant toute la durée du présent marché, mais aussi à son terme tant que ces informations n'ont pas été rendues publiques par le maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre pourra toutefois communiquer lesdites informations à ses fournisseurs ou sous-traitants sous réserve de leur imposer la même obligation de confidentialité.

#### Article 7.1.4 : Obligation de conseil

Les membres de l'équipe du maître d'œuvre sont tenus à une obligation de conseil portant sur tous les aspects de la mission dans les règles de l'art. Chaque membre de l'équipe est tenu d'attirer



l'attention du maître d'ouvrage sur toutes les difficultés ou questions ressortant de sa spécialité quand bien même elles ne feraient pas l'objet d'une stipulation particulière du présent marché.

A ce titre, le maître d'œuvre doit en particulier mettre en garde le maître d'ouvrage contre les conséquences fâcheuses de dispositions inscrites dans les différentes pièces portées à sa connaissance ou qu'il est possible de relever à l'examen du projet, et des dispositions prises par les différents intervenants pour en assurer la qualité de l'exécution et ce, tout au long de sa mission.

Le maître d'œuvre est tenu d'informer et de conseiller le maître d'ouvrage tout au long de la réalisation de la présente opération (phases « études » et « travaux »). En cas de manquement à cette obligation, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'appliquer une pénalité de deux euros (200,00 €) par manquement constaté, sans préjudice de tous dommages et intérêts auxquels le maître d'ouvrage pourrait prétendre.

#### Article 7.2 : Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier. La résiliation du présent marché sera prononcée aux frais et risques du maître d'œuvre lorsque l'article 6.1 du CCAG-MOE ne sera pas respecté.

Le maître d'œuvre s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché, et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de huit (8) jours, sur simple demande du maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 6.2 du CCAG-MOE, les évolutions législatives ou réglementaires en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché sont applicables de plein droit entre les parties sans qu'il soit besoin d'avenant au présent marché.

#### Article 7.3 : Ordres de service délivrés par le maître d'ouvrage

Les décisions du maître d'ouvrage prennent la forme d'un ordre de service qui est un document écrit devant être notifié au maître d'œuvre.

##### Article 7.3.1 : Forme de la notification

L'ordre de service est remis au maître d'œuvre contre récépissé, ou adressé par lettre recommandée avec accusé de réception.

##### Article 7.3.2 : Nécessité d'un ordre de service du maître d'ouvrage

- Quand une décision du maître d'ouvrage marque le point de départ d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation.
- Quand le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations de maîtrise d'œuvre.
- Quand une décision du maître d'ouvrage est susceptible de modifier les dispositions contractuelles.

### Article 7.3.3 : Effets d'un ordre de service – possibilité pour le maître d'œuvre d'émettre des réserves

Le maître d'œuvre est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserve de sa part.

Par dérogation à l'article 3.8 du CCAG-MOE, lorsque le maître d'œuvre estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit les présenter par écrit au maître d'ouvrage dans un délai de cinq (5) jours calendaires ; le délai courant à compter du jour suivant la notification de l'ordre de service.

Par dérogation aux dispositions du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 3.8.3 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre peut refuser de se conformer aux prescriptions d'un ordre de service qui seraient susceptibles de présenter des risques pour les personnes, de réduire la sécurité ou de contrevenir à une disposition légale ou réglementaire. Dans ce cas, il doit notifier par écrit au maître d'ouvrage son refus motivé dans un délai de quinze (15) jours suivant la réception de cet ordre de service.

Par dérogation aux dispositions du 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 3.8.3 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre peut refuser d'exécuter l'ordre de service de démarrage des prestations, si cet ordre de service lui est notifié plus de six (6) mois après la notification du marché. Le maître d'œuvre dispose alors d'un délai de quinze (15) jours, courant à compter de la date d'envoi de sa décision de refus au maître d'ouvrage, pour éventuellement proposer une nouvelle date de démarrage des prestations. S'il ne propose pas de nouvelle date de démarrage des prestations ou si la date qu'il propose n'est pas acceptée par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre peut demander la résiliation du marché, dans les conditions mentionnées à l'article 29.2 du CCAG-MOE. Cette résiliation ne peut lui être refusée.

### Article 7.4 : Ordres de service délivrés par le maître d'œuvre

Le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'œuvre qui les adresse aux entrepreneurs dans un délai de quarante-huit (48) heures, et dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG-Travaux. Les ordres de service doivent être transmis au format numérique au maître d'ouvrage.

La carence constatée du maître d'œuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application d'une pénalité de cinquante euros (50,00 €) par jour calendaire de retard – compris entre la date où l'ordre de service aurait dû être délivré et celle où il l'a réellement été.

Toutefois, dans les cas mentionnés ci-dessous, le maître d'œuvre ne peut émettre les ordres de service qu'après les avoir fait contresigner par le maître d'ouvrage ou avoir obtenu une décision écrite préalable :

- Modification du programme initial entraînant une modification de projet ;
- Notification de la date de commencement des travaux ;
- Passage à l'exécution d'une tranche optionnelle ;
- Notification du prix nouveau aux entrepreneurs pour les ouvrages ou travaux non prévus ;
- Interruption ou ajournement des travaux ;

- Modification de la masse des travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage ;
- Ordre de service ayant un impact financier.

#### Article 7.5 : Spécialistes

Dans le cas où le maître d'œuvre devrait s'entourer de spécialistes dans des domaines spécifiques requérant une haute compétence, l'intervention de ces spécialistes sera prise en charge par le maître d'œuvre et ne pourra avoir pour conséquence de modifier son forfait de rémunération.

#### Article 7.6 : Utilisation des normes et de la langue française

Dans tous les documents fournis, le maître d'œuvre s'engage à n'appliquer que les normes et les mesures françaises ou autres normes applicables en France en vertu des accords internationaux ou de la transposition de directives européennes. Les dérogations éventuelles à ces normes doivent être motivées et récapitulées dans les contrats de travaux.

Tous les documents seront rédigés en langue française. Si les documents fournis par le maître d'œuvre ne sont pas rédigés en langue française, le maître d'ouvrage peut exiger que ces documents soient accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

#### Article 7.7 : Lutte contre le travail dissimulé

##### Article 7.7.1 : Dispositifs de vigilance et d'alerte

###### Dispositif de vigilance :

Conformément à l'article L.8222-1 du code du travail, ainsi que les dispositions prises pour leurs applications précisées aux articles D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail, le maître d'œuvre transmet tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Le maître d'œuvre s'engage à obtenir les mêmes déclarations de la part de son (ses) sous-traitant(s) éventuels.

###### Dispositif d'alerte :

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, lorsque le maître d'ouvrage est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du maître d'œuvre au regard des articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail, il lui en joint, par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de deux (2) mois pour répondre à l'injonction du maître d'ouvrage. En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, le maître d'ouvrage peut résilier le marché, sans indemnité aux frais et risques du maître d'œuvre.

#### Article 7.7.2 : Emploi de travailleurs étrangers

En application des articles L.8254-1, D.8254-1 à D.8254-4 du code du travail, si le maître d'œuvre a recours à l'emploi de travailleurs étrangers, il remet au maître d'ouvrage tous les six (6) mois la liste nominative des salariés étrangers employés.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

1. Sa date d'embauche ;
2. Sa nationalité ;
3. Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas d'attribution du marché à une entreprise étrangère détachant des salariés en France, il est rappelé que le titulaire se doit de respecter les dispositions prévues au code du travail, relatives aux travailleurs détachés (articles L.1261-1 et suivants du code du travail).

Le titulaire doit notamment, préalablement au détachement, adresser à l'inspection du travail ainsi qu'au pouvoir adjudicateur une déclaration de détachement et doit désigner un représentant en France.

Le titulaire se doit de veiller à ce que chacun de ses sous-traitants étrangers respecte les mêmes obligations. De même, lorsqu'un cocontractant ou un sous-traitant fait appel à une société de travail temporaire étrangère, les mêmes obligations incombent à cette entreprise.

#### Article 7.8 : Modification en cours d'exécution du marché

Le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage la maîtrise d'œuvre et le passage au forfait définitif de rémunération font l'objet d'une clause de réexamen, conformément aux dispositions de l'article R.2194-1 du code de la commande publique.

Dans le respect des dispositions des articles R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique, toute autre modification des dispositions contractuelles fait l'objet d'un avenant pour tenir compte notamment :

- des conséquences sur le présent marché, de l'évolution du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle,
- des modifications éventuelles dans le contenu ou la complexité des prestations résultant des modifications de programme ou de prestations décidées par le maître d'ouvrage,
- des aléas non imputables à la maîtrise d'œuvre,
- des modifications de phasage ou des délais de réalisation des études ou des travaux.

#### Nota sauf indication contraire les durées sont données en jours calendaires

## CHAPITRE II : PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

### Article 8 : Forfait de rémunération

#### Article 8.1 : Modalités de fixation du forfait de rémunération

Le présent marché de maîtrise d'œuvre est un marché conclu à prix forfaitaire et provisoire.

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, le forfait définitif de rémunération est fixé par avenant une fois arrêtée l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre (Cpd).

#### Article 8.2 : Contenu du forfait de rémunération

Le maître d'œuvre a apprécié la complexité de la mission au regard du type et de la technicité de l'ouvrage, de son insertion dans l'environnement, des exigences et contraintes du programme pour proposer sa rémunération.

Ce forfait est exclusif de toute autre émoluments ou remboursement de frais au titre de la même mission. Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération.

Le forfait définitif de rémunération est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois Mo des études figurant à l'acte d'engagement.

Le montant indiqué dans l'acte d'engagement tient compte notamment (l'énumération n'est pas limitative) :

- du programme ;
- du coût prévisionnel des travaux ;
- de l'étendue et du contenu de la mission définie dans le présent CCAP et le CCTP ;
- des délais impartis et des moyens à mettre en œuvre ;
- de la durée prévisionnelle des travaux, et leur éventuel phasage ;
- du mode de dévolution des travaux ;
- de l'engagement à respecter le coût prévisionnel des travaux ;
- des assurances à souscrire ;
- du degré de complexité de la mission.

Le prix du présent marché comprend toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-MOE.

En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le maître d'œuvre des prestations confiées au sous-traitant, ainsi que les conséquences de ces défaillances.

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du mandataire comprennent toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, coordination et contrôle, y compris frais généraux, impôts taxes ou autre, une marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures

propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

Le prix du marché inclut la rémunération forfaitaire du maître d'œuvre au titre de la cession des droits de propriété intellectuelle, correspondant à 10% du prix du marché hors taxe.

**En complément des dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG-MOE**, il est précisé que le prix du présent marché inclut tous les frais résultant de l'exécution des missions confiées au maître d'œuvre. Ces frais incluent notamment ceux relatifs :

- les frais de main d'œuvre ;
- les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration des personnels ;
- les travaux de secrétariat ;
- les frais de reproduction, de tirage et de diffusion des documents que le maître d'œuvre doit établir dans le cadre de sa mission ;
- les frais d'assurances ;
- les fournitures de bureaux, les matériels et logiciels informatiques nécessaires à la mission.

### Article 8.3 : Taxe sur la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Le montant des paiements sera calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment du fait générateur.

Lorsque le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différent, à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévue dans le marché, les prix de règlement tiennent compte de cette variation.

### Article 9 : Variation du prix

#### Article 9.1 : Forme de prix

Le prix du marché est révisable selon la formule suivante :

Son montant sera révisé selon la formule :

$$P = 0,125 + 0,875 \times \frac{I_m}{I_0}$$

dans laquelle  $I_m$  et  $I_0$  sont les valeurs prises par l'index de référence défini ci-dessous respectivement au mois "m" d'exécution des travaux et au mois "M<sub>0</sub>" d'établissement des prix du marché.

Pour la mise en œuvre de la clause, la valeur finale de l'index de référence est appréciée au plus tard à la date d'achèvement contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure. Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

L'index de référence choisi pour l'application de la présente clause est le suivant : ING.

## Article 9.2 : Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois  $M_0$  fixé dans l'acte d'engagement.

## Article 10 : Règlement des comptes du maître d'œuvre

### Article 10.1 : Retenue de garantie

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

### Article 10.2 : Avance

Aucune avance ne sera versée au maître d'œuvre.

### Article 10.3 : Acomptes

#### Article 10.3.1 : Montant de l'acompte

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique des prestations exécutées dans les conditions ci-après.

##### Article 10.3.1.1 : Etat périodique

L'état périodique, établi par le maître d'œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments de la mission. Il sert de base à l'établissement, par le maître d'œuvre, du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

##### Article 10.3.1.2 : Projet de décompte périodique

Le maître d'œuvre envoie au maître d'ouvrage son projet de décompte périodique par voie électronique via Chorus Pro

##### Article 10.3.1.3 : Décompte périodique

Le décompte périodique établi par le maître d'ouvrage correspond au montant des sommes dues, du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant étant évalué en prix de base hors TVA.

Il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- les pénalités éventuelles conformément aux articles 11 et 12 du présent CCAP.

##### Article 10.3.1.4 : Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique à verser au maître d'œuvre est déterminé par le maître d'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

1. le montant du décompte périodique, déduction faite du montant du décompte précédent ;
2. l'incidence de la TVA ;
3. l'incidence de la variation des prix ;
4. le montant total de l'acompte à verser qui est égal à la somme des montants des 1°, 2° et 3° ci-dessus, éventuellement augmentée des intérêts moratoires dus au maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre l'état d'acompte. S'il modifie le projet de décompte périodique du maître d'œuvre, il joint le décompte modifié.

### Article 10.3.2 : Modalités de règlement de l'acompte

#### Article 10.3.2.1 : La demande d'acompte

Le maître d'œuvre envoie au maître d'ouvrage, son projet de décompte, accompagné d'une demande de paiement, par voie électronique, via Chorus Pro

#### Article 10.3.2.2 : Echancier de paiement des acomptes

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, et dans la limite de l'échancier ci-dessous.

Éléments de mission	Exigibilité de l'acompte
<b>ESQUISSE</b>	Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante : <ul style="list-style-type: none"> <li>• après réception de l'Esquisse : <b>80,00%</b> ;</li> <li>• après l'approbation du maître d'ouvrage : 20,00%.</li> </ul>
<b>AVP</b>	Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante : <ul style="list-style-type: none"> <li>• après réception des études d'avant-projet : <b>80,00%</b> ;</li> <li>• après l'approbation du maître d'ouvrage : 20,00%.</li> </ul>
<b>PRO</b>	Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante : <ul style="list-style-type: none"> <li>• après réception des études de projet : 80,00% ;</li> <li>• après l'approbation du maître d'ouvrage : 20,00%.</li> </ul>
<b>ACT</b>	Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante : <ul style="list-style-type: none"> <li>• après réception du Dossier de Consultation des Entreprises : 50,00% ;</li> <li>• après la remise du rapport d'analyse des offres : 30,00% ;</li> <li>• après mise au point des marchés de travaux et acceptation par le maître d'ouvrage de (ou des) offre(s) des entreprises : <b>20,00%</b>.</li> </ul>
<b>Etudes d'exécution, de synthèse et VISA</b>	Au prorata de l'avancement de la mission



<b>DET</b>	<p>Les prestations incluses dans l'élément de mission DET sont réglées comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• en fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au montant des travaux effectués, depuis le début : <b>90,00%</b> ;</li> <li>• à la date de l'accusé de réception, par le maître d'ouvrage, du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises : <b>10,00%</b>.</li> </ul>
<b>AOR</b>	<p>Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• à l'issue des opérations préalables à la réception : à la date d'accusé de réception, par le maître d'ouvrage, du procès-verbal des opérations préalables à la réception : <b>10,00%</b> ;</li> <li>• à la remise du Dossier des Ouvrages Exécutés : <b>85,00%</b> ;</li> <li>• à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévu à l'article 44-1 du CCAG applicable aux marchés de travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître d'ouvrage en application du 44.2 dudit CCAG : <b>5,00%</b>.</li> </ul>

#### Article 10.4 : Solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 28 du présent CCAP, le maître d'œuvre adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

##### Article 10.4.1 : Décompte final

Le décompte final établi par le maître d'ouvrage comprend :

- a) Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus ;
  - b) La pénalité pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage ;
  - c) Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application des articles 11 et 12 du présent CCAP ;
  - d) La rémunération en prix de base, hors TVA due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission, cette rémunération étant égale au poste a) diminué des postes b) et c) ci-dessus.
- Ce résultat constitue le montant du décompte final.

##### Article 10.4.2 : Décompte général-Etat du solde

Le maître d'ouvrage établit le décompte général dans un délai maximum de **trente (30) jours calendaires** qui comprend :

- a) Le décompte final ci-dessus ;
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître d'ouvrage ;
- c) Le montant, en prix de base hors TVA, du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- d) L'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus ;
- e) L'incidence de la TVA ;

- f) L'état du solde à verser au maître d'œuvre : ce montant étant la récapitulation des postes c) d) et e) ci-dessus ;
- g) La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser : cette récapitulation constitue le montant du décompte général ;
- h) Le montant des intérêts moratoires éventuellement versés.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde. Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le maître d'œuvre.

Le représentant du maître d'ouvrage le notifie au maître d'œuvre avant la plus tardive des deux dates suivantes :

- **quarante (40) jours calendaires** après la date de remise au maître d'ouvrage de la demande de paiement du solde par le maître d'œuvre ;
- **douze (12) jours calendaires** après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

En cas de non-respect des délais de notification mentionnés ci-dessus, le maître d'œuvre met en demeure le maître d'ouvrage de procéder à la notification du décompte général dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la mise en demeure. A défaut, en cas de désaccord, le maître d'œuvre peut saisir le tribunal administratif compétent.

Si le décompte général est notifié au maître d'œuvre postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le maître d'œuvre n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter le mémoire en réclamation mentionnée à l'article 35.2 du CCAG-MOE.

#### Article 10.4.3 : Acceptation du décompte général par le maître d'œuvre

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la notification du décompte général pour soit l'accepter, avec ou sans réserve, en y apposant sa signature, soit pour faire connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si le maître d'œuvre ne renvoie pas le décompte général signé dans le délai précité ou s'il n'a pas motivé son refus ou exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations, ce décompte général est réputé accepté par le maître d'œuvre et devient le décompte général et définitif.

#### Article 10.4.4 : Décompte général et définitif

A compter de la date d'acceptation, sans réserve, du décompte général par le maître d'œuvre, ce document devient le décompte général et définitif, et ouvre droit à paiement du solde. Ce décompte lie définitivement les parties sauf en ce qui concerne le montant des intérêts moratoires afférents au solde.

#### Article 10.4.5 : Contestation sur le montant des sommes dues

En cas de contestation, le maître d'ouvrage règle, dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le maître d'œuvre ou de la date de réception des motifs pour lesquels le maître d'œuvre refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final.

Ce désaccord est réglé dans les conditions fixées à l'article 35 du CCAG-MOE. Après résolution du

désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courants à compter de la date de la demande présentée par le maître d'œuvre.

#### Article 10.5 : Modalités de paiement en cas de cotraitance

Le règlement sera effectué conformément aux dispositions de l'article 12 du CCAG-MOE.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les décomptes périodiques et le projet de décompte général et à accepter le décompte général.

#### Article 10.6 : Modalités de paiement en cas de sous-traitance

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du maître d'ouvrage au maître d'œuvre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du maître d'œuvre contre récépissé.

Le maître d'œuvre a **quinze (15) jours calendaires** pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au maître d'ouvrage.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au maître d'ouvrage accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le maître d'œuvre a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le maître d'ouvrage adresse sans délai au maître d'œuvre une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du maître d'œuvre sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de **quinze (15) jours calendaires** mentionné plus haut si, pendant ce délai, le maître d'œuvre n'a notifié aucun accord, ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître d'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

#### Article 10.7 : Transmission des demandes de paiement

Le titulaire transmet sa demande de paiement par voie dématérialisée sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>, dans le respect des dispositions des articles L.2192-1 à L.2192-7 et D.2192-1 à D.2192-2 et R.2192-3 du code de la commande publique.

Les informations nécessaires au dépôt des demandes de paiement sont :

- Rubrique destinataire de la facture :

Le destinataire est-il l'Etat : non

Siret : 18009002900018

Raison sociale : Musée national de la Marine

Code service :

Libellé service :

- Rubrique références :

Numéro d'engagement : 25MPES11

Numéro du marché : 25MPES11

#### Article 10.8 : Délai de paiement-Intérêts moratoires

Conformément à l'article R.2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement ne pourra excéder trente (30) jours à compter de la réception de la demande de paiement accompagnée des justificatifs.

Le règlement s'effectue par virement bancaire sur le compte du titulaire/des titulaires.

Conformément à l'article L.2192-13 du code de la commande publique, le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du maître d'œuvre ou du sous-traitant payé directement.

En application de l'article R.2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, après application des clauses de révision et de pénalisation.

Par ailleurs, en cas de retard de paiement, le maître d'ouvrage sera de plein droit débiteur auprès du maître d'œuvre de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, telle que prévue à l'article D.2192-35 du code de la commande publique.

#### Article 10.9 : Nantissement et cession de créances

Le présent marché peut faire l'objet de nantissement ou de cession de créances de la part du maître d'œuvre, qui en fait la demande auprès du maître d'ouvrage, dans les conditions prévues aux articles R.2191-45 et suivants du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance intervenant après le nantissement ou la cession du marché par le maître d'œuvre, ce dernier doit produire au maître d'ouvrage une main levée de l'organisme financier, auquel a été nanti ou cédé le marché, à hauteur du montant des prestations sous-traitées.

Conformément aux articles L.312-23 à L.313-34 du code monétaire et financier, toute notification de cession ou de nantissement relative au présent marché sera faite auprès du maître d'ouvrage.

### CHAPITRE III : DELAIS – PENALITES POUR RETARD

Le lieu d'exécution du marché public est le suivant : Citadelle de port Louis. Des réunions pourront avoir lieu au siège du MnM a Paris 16

#### Article 11 : Délais – pénalités phases « Etudes »

##### Article 11.1 : Délais d'établissement des documents d'étude

##### Article 11.1.1 : Délais ayant trait aux documents d'étude

Les délais d'établissement des documents d'étude et leurs points de départ sont stipulés dans l'acte d'engagement.

#### Article 11.1.2 : Délais ayant trait à l'assistance pour la passation du ou des contrats de travaux (ACT)

Le maître d'œuvre est chargé d'élaborer les pièces financières et techniques du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE). Ces dernières devront être préalablement validées par le maître d'ouvrage avant le lancement de la consultation. Les pièces administratives seront rédigées par le maître d'ouvrage. Elles seront transmises au maître d'œuvre pour avis. Ce dernier dispose d'un délai de cinq (5) jours à compter de la réception des projets de documents pour transmettre ses remarques et observations au maître d'ouvrage.

En cas de modification, le maître d'œuvre doit transmettre un nouveau DCE au maître d'ouvrage dans les cinq (5) jours suivant la notification par le maître d'ouvrage des modifications à apporter.

Le maître d'œuvre analyse les offres des entreprises et établit un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement des offres précisés dans le règlement de la consultation et l'avis d'appel public à la concurrence.

Le rapport d'analyse devra être remis au maître d'ouvrage dans le délai stipulé dans l'acte d'engagement.

Le maître d'œuvre s'engage à apporter toutes les modifications à l'analyse des offres qui pourraient être demandées par le maître d'ouvrage dans le cadre de la procédure de passation des marchés de travaux, sans que cela ouvre droit à une rémunération supplémentaire. Pour ce faire, le maître d'œuvre dispose d'un délai de trois (3) jours calendaires à compter de la notification de la demande du maître d'ouvrage.

En cas de consultation infructueuse, et en dehors du cas prévu à l'article 18 du présent CCAP, le maître d'œuvre doit transmettre un nouveau DCE au maître d'ouvrage dans les délais suivants :

- aucune modification technique ou administrative : **cinq (5) jours calendaires** ;
- une modification technique ou administrative doit être apportée au dossier : **douze (12) jours calendaires**.

Suite à la nouvelle consultation, le maître d'œuvre analysera les offres et ce, dans conditions exposées ci-dessus.

En cas de négociation, le maître d'œuvre devra analyser les offres négociées des entreprises et établit un nouveau rapport d'analyse. Ce dernier devra être remis au maître d'ouvrage dans un délai fixé d'un commun accord entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre. Ce délai part à compter de la remise des offres négociées par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre. Passé ce délai, la pénalité prévue pour la mission ACT s'appliquera.

#### Article 11.1.3 : Délais ayant trait à la direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) et au visa des études d'exécution des entrepreneurs (VISA)

Dès la notification de l'ordre de service de commencer les travaux aux entreprises, le maître d'œuvre dispose des délais suivants pour la direction de l'exécution des contrats de travaux :

- Approbation du calendrier des travaux : **cinq (5) jours calendaires** ;

- Visa de plans et notes de calcul produits par les entreprises : **quinze (15) jours calendaires à compter de réception des documents** ;
- Transmission de ces plans et notes de calcul visés au maître d'ouvrage : **deux (2) jours ouvrables à compter de la date du visa** ;
- Approbation des échantillons et prototype : **cinq (5) jours calendaires à compter de réception des échantillons et prototype** ;
  - Choix parmi les échantillons proposés : **cinq (5) jours calendaires à compter de la réception des échantillons** ;
- Diffusion des comptes rendus de chantier : **trois (3) jours ouvrables à compter de la fin de la réunion** ;
- Établissement des pièces modificatives aux contrats de travaux après accord du maître d'ouvrage : **dix (10) jours à compter de la notification de l'accord du maître d'ouvrage** ;

#### Article 11.1.4 : Délais ayant trait à l'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception (AOR)

- **trois (3) jours ouvrables** pour donner son avis au maître d'ouvrage sur la date de réception demandée par l'entrepreneur ;
- **trois (3) jours ouvrables** pour faire part au maître d'ouvrage de la date envisageable de réception ;
- **trois (3) jours ouvrables** à compter des opérations préalables à la réception pour établir et transmettre le procès-verbal et la proposition au maître d'ouvrage de réception de l'ouvrage avec indication des délais de levée des éventuelles réserves ;
- **trois (3) jours ouvrables** à compter de la visite de levée des réserves pour établir et transmettre le procès-verbal et la proposition au maître d'ouvrage de levée des réserves.

•

En ce qui concerne la réception des travaux, le maître d'œuvre dispose d'un délai de :

#### Article 11.1.5 : Délais après réception des travaux (DOE)

Le maître d'œuvre dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de la date de remise des dossiers par les entreprises pour établir et transmettre les DOE.

#### Article 11.1.6 : Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel. Il en est notamment ainsi, si la cause qui met le maître d'œuvre dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de la personne publique ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure.

Dans cette hypothèse, **et par dérogation à l'article 15.3.2 du CCAG-MOE** le maître d'œuvre dispose d'un délai de **cinq (5) jours ouvrables** à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues, pour signaler par écrit au maître d'ouvrage les causes faisant obstacle à l'exécution de la prestation. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution. Il indique la durée de la prolongation demandée dès que le retard peut être déterminé avec précision. Le maître d'ouvrage notifiera par écrit sa décision au maître d'œuvre dans un délai de vingt (20) jours à compter de la réception de la demande. Passé ce délai, le maître d'ouvrage est réputé par son silence, avoir refusé la demande qui lui a été adressée.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel, éventuellement déjà prolongé.

## Article 11.2 : Pénalités pour retard

### Article 11.2.1 : Généralités

L'application des pénalités relatives aux délais sera effectuée sur la simple constatation des dépassements sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable. Le maître d'ouvrage peut admettre dans certains cas que le retard pris sur un élément de mission soit compensé par l'avance sur un autre élément de mission, notamment pour la phase « étude ».

Les pénalités sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le maître d'œuvre dans l'exécution de ses obligations contractuelles ; elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les événements et incidents générant les pénalités énumérées ci-dessus sont censés être imputable au maître d'œuvre, à charge pour celui-ci d'apporter la preuve du contraire.

**Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE**, le maître d'œuvre n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 euros pour l'ensemble du marché. Les pénalités se cumulent entre elles.

**Les présentes stipulations sont également applicables aux pénalités prévues pour la phase « travaux » (article 12 du présent CCAP).**

### Article 11.2.2 : Phase d'étude

En cas de retard dans la présentation de ces documents d'étude, le maître d'œuvre subit sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard constaté est fixé à :

<b>AVP</b>	<b>Cent euros</b>  <b>(100,00 €)</b>
<b>PRO</b>	
<b>DCE</b>	
<b>ACT</b>	

### Article 11.2.3 : Direction de l'exécution des travaux (DET) – Visa des études d'exécution des entrepreneurs (VISA)

Le dépassement des délais fixés à l'article 11.1.3 du présent CCAP entraîne l'application des pénalités suivantes :

- retard dans la direction technique du chantier (visa de plans, approbation d'échantillons, diffusion de notes, comptes-rendus, ...) : **cent euros (100,00 €) par jour calendaire de retard constaté ;**
- retard dans le suivi financier des contrats de travaux (avenant, réception, ...) : **cent euros (100,00 €) par jour calendaire de retard constaté.**

### Article 11.2.4 : Dossier après travaux (DOE)

Le dépassement des délais fixés à l'article 11.1.4 du CCAP entraîne l'application d'une pénalité d'un

montant égal à cent euros (100,00 €) par jour calendaire de retard constaté.

#### Article 11.2.5 : Pénalité pour retard et absence de rendez-vous

En cas de retard non justifié, supérieur à trente (30) minutes, aux rendez-vous auxquels le maître d'œuvre est dûment convoqué par le maître d'ouvrage, celui-ci subira sur ces créances une pénalité égale à cinquante euros (50,00 €) par retard non justifié.

En cas d'absence non motivée aux rendez-vous auxquels le maître d'œuvre est dûment convoqué par le maître d'ouvrage, celui-ci subira sur ces créances une pénalité égale à cent euros (100,00 €) par absence constatée.

Cette pénalité est applicable en phase « études » comme en phase « travaux ».

#### Article 11.2.6 : Pénalité pour retard dans l'exécution des reprises d'études

Une pénalité de cent euros (100,00 €) par jour calendaire de retard constaté est applicable en cas de retard dans la remise des études complémentaires visées à l'article 18 ci-dessous, et des études rectifiées visées à l'article 11.3.3 du présent CCAP.

#### Article 11.3 : Réception des documents d'étude

##### Article 11.3.1 : Présentation des documents

**Par dérogation à l'article 20 du CCAG-MOE**, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître d'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

Les documents seront remis sur supports papier et informatique. Pour chaque mission, les documents doivent être remis au format informatique (envoi par courriel ou sur support dématérialisé : lien ou clé USB ). Les formats informatiques sont : .docx ; .pdf (format vectoriel); .jpeg ; .dwg. ; AI ; SVG ; EPS ; Les fichiers transmis doivent être traités par un antivirus.

En cas de difficulté de récupération ou détection de virus, le maître d'œuvre devra prendre toutes les mesures nécessaires pour transmettre au maître d'ouvrage l'ensemble de ces données soit par la voie électronique, soit sur un support physique électronique lisible et sain dans un délai de sept (7) jours. En cas de retard dans la transmission de ce support, le maître d'ouvrage se réserve, s'il y a lieu, l'application de pénalités de retard pour l'élément d'études concerné. Il appartiendra au maître d'œuvre de s'assurer que la transmission de ces documents sous la forme dématérialisée a bien été effectuée auprès des intéressés.

Le maître d'ouvrage refusera tous les documents d'étude incomplets. Le maître d'ouvrage retournera le document incomplet et exigera du maître d'œuvre de le reprendre. Le refus du maître d'ouvrage ne suspend pas le délai d'exécution.

##### Article 11.3.2 : Nombre d'exemplaires

Les documents d'études définis au CCTP sont remis par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage pour vérification et réception.

Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires papier et numérique à fournir. Le maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.



Code	Nombre d'exemplaires
ESQ	1 pdf pour les document de format ≤ A3 1 pdf et une papier si format > A3
Code	Nombre d'exemplaires
AVP	1 PDF pour les document de format ≤ A3 1 PDF et une papier si format > A3
ACT	1 PDF pour les document de format ≤ A3 1 PDF et une papier si format > A3
DET	1 PDF pour les document de format ≤ A3 1 PDF et une papier si format > A3
OPC	1 PDF pour les document de format ≤ A3 1 PDF et une papier si format > A3
AOR	1 PDF pour les document de format ≤ A3 1 PDF et une papier si format > A3
EXE	1 PDF pour les document de format ≤ A3 1 PDF et une papier si format > A3
EXE GRAPHIQUE	1 PDF pour les document de format ≤ A3 1 PDF et une papier si format > A3
DOE maîtrise d'œuvre	1ex informatique modifiable (format source)+ 1ex informatique PDF + 2 ex papier

### Article 11.3.3 : Délais de réception du maître d'ouvrage

En application des articles 20 et 21, **et par dérogation aux articles 20.2 et 20.5 du CCAG-MOE**, la décision par le maître d'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études ci-dessus doit intervenir dans un délai de deux (2) mois à compter à compter de la réalisation de la prestation.

Si la décision prise par le maître d'ouvrage n'est pas notifiée au maître d'œuvre dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21 deuxième alinéa du CCAG-MOE (acceptation tacite).

**Par dérogation aux articles 21.2.1 et 21.4 du CCAG-MOE**, en cas d'ajournement ou de rejet des prestations, le maître d'œuvre dispose des délais fixés par le maître d'ouvrage pour effectuer une nouvelle prestation. En cas de non-respect de ces délais par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage appliquera les pénalités prévues à l'article 11.2.6 du présent CCAP.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître d'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

L'approbation tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

### Article 12 : Phase « travaux »

#### Article 12.1 : Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder, conformément à l'article 12 du CCAG-Travaux,

à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par les entrepreneurs et qui lui sont transmis par voie électronique, lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Le projet de décompte mensuel est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui l'envoie ensuite au maître d'ouvrage. Après vérification, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG-Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître d'ouvrage, en vue du mandatement, l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Le maître d'œuvre est tenu de procéder à la vérification du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur déposé par voie électronique sur Chorus Pro. Pour ce faire, le maître d'ouvrage lui transmettra les éléments nécessaires à l'identification du marché concerné sur Chorus Pro.

En cas de cotraitance, c'est le mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre qui visera les projets de décompte après, s'il y a lieu, visa préalable d'un ou plusieurs des autres cotraitants.

#### Article 12.1.1. : Délai de vérification

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs, à la notification de l'état d'acompte mensuel à l'entrepreneur et sa transmission au maître d'ouvrage est fixé à sept (7) jours calendaires à compter de la réception du document.

#### Article 12.1.2. : Pénalités pour retard

**Par dérogation à l'article 16.1 du CCAG-MOE**, si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant, par jour de retard constaté, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à **cinquante euros (50,00 €)**.

Toutefois, si du fait du retard imputable au maître d'œuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires aux entrepreneurs concernés, la pénalité applicable serait alors fixée selon la formule suivante :

$$P = \frac{M \times T \times (R + 15)}{360} \times 100$$

Dans laquelle :

P : pénalités

M : montant de l'acompte,

T : taux de l'intérêt légal + 2 points,

R : retard en nombre de jours.

Après mise en demeure restée infructueuse d'avoir à produire l'état d'acompte dans un délai de sept jours, le maître d'ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du maître d'œuvre défaillant.

#### Article 12.2 : Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG-Travaux et qui lui a été transmis par

l'entrepreneur par voie électronique, lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. A partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG-Travaux, le décompte général.

Le maître d'œuvre est tenu de procéder à la vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur déposé par voie électronique sur Chorus Pro. Pour ce faire, le maître d'ouvrage lui transmettra les éléments nécessaires à l'identification du marché concerné sur Chorus Pro.

En cas de cotraitance, c'est le mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre qui visera les projets de décompte après, s'il y a lieu, visa préalable d'un ou plusieurs des autres cotraitants.

#### Article 12.2.1. : Délai de vérification

Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte final et l'établissement du décompte général est fixé à dix (10) jours calendaires à compter de la réception du document.

#### Article 12.2.2. : Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 16 du CCAG-MOE, en cas de retard dans la vérification de ce décompte et l'établissement du décompte général, le maître d'œuvre encourt sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à cent euros (100,00 €).

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître d'ouvrage les projets de décomptes mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le maître d'ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe. A l'expiration de ce délai, le maître d'ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du maître d'œuvre défaillant.

#### Article 12.3 : Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de **quinze (15) jours calendaires** à compter de la réception par le maître d'œuvre du mémoire en réclamation de l'entreprise.

Passé ce délai, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard constaté est de **cent euros (100,00 €)**.

#### Article 12.4 : Pénalités en cas de retard dans l'organisation des opérations préalables à la réception

En cas de non-respect des délais 11.1.4 du présent CCAP, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard constaté est de **cent euros (100,00 €)**.

Par ailleurs, si le maître d'ouvrage a fait appel à un assistant éventuel pour l'assister dans les opérations préalables à la réception, le coût de cet assistant sera porté au débit du maître d'œuvre.

#### Article 12.5 : Délais et pénalités pour retard dans l'examen des désordres pendant la période de garantie de parfait achèvement

Pendant la période de garantie de parfait achèvement, pour l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre disposera d'un délai qui lui sera notifié par ordre de service.

Une pénalité de **cinquante euros (50,00 €)** par jour est applicable en cas de retard dans la remise du rapport d'examen de ces désordres.

#### Article 12.6 : Pénalités en cas de retard dans la notification des ordres de service aux entrepreneurs

Cf. article 7.4 du présent CCAP.

#### Article 12.7 : Suspension des délais de paiement

Lorsque la suspension du délai de paiement des sommes dues à l'entrepreneur s'avère nécessaire pour des raisons imputables à ce dernier, le maître d'œuvre doit aussitôt en informer le maître d'ouvrage afin de lui permettre de mettre en œuvre la procédure par l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception postal, quinze (15) jours au moins avant l'expiration du délai de paiement.

#### Article 12.8 : Non réalisation des constatations contradictions

Sans préjudice de l'application de l'article 30.2 ci-dessous, en cas de non réalisation par le maître d'œuvre des constatations contradictoires prévues aux articles 11.4 et 11.5 du CCAG-travaux, dans les huit (8) jours de la demande qui lui a été faite par le titulaire, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de cinquante euros (50,00 €) sans mise en demeure préalable.

De plus, dans le cas où, dûment convoqué par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre ne serait pas présent ou représenté à la date fixée, ou refuserait de procéder aux constatations, il lui sera appliqué une pénalité forfaitaire complémentaire de deux cents euros (200,00 €).

### CHAPITRE IV : EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

#### Article 13 : Contrôle des coûts de l'opération

Le maître d'ouvrage institue une procédure de contrôle continu des coûts. Son objectif est de permettre de saisir très rapidement les variations de coût éventuelles, de manière à engager en temps opportun les actions correctives qui se révèlent nécessaires. Cette procédure consiste en la mise à jour mensuelle de la décomposition par lots du montant des travaux, au fur et à mesure de l'avancement des études et du chantier.

Le maître d'œuvre doit fournir au maître d'ouvrage les éléments nécessaires à l'établissement du coût final estimé de chacun des lots en intégrant toutes les variations prévisionnelles liées au déroulement des opérations.

Le maître d'œuvre établit un état faisant apparaître la décomposition de l'estimation des travaux par lot. Cet état comporte en annexe l'origine et le montant des modifications apportées au projet conformément aux dispositions ci-dessous en distinguant :

- les prestations "Tm" introduites sur demande du maître d'ouvrage ;
- les prestations "Tc" introduites par le maître d'œuvre.

Cet état est produit par le maître d'œuvre en euros HT valeur Mo.

Le maître d'œuvre, pour satisfaire à la bonne exécution des ouvrages ou au respect des coûts, peut proposer des prestations modificatives référencées Tc.

Les modifications de type Tc apparaissant après la conclusion du marché de travaux sont comptabilisées séparément après accord du maître d'ouvrage sur les ouvrages modifiés et sur l'évaluation proposée par le maître d'œuvre.

Les montants correspondants ne sont pas susceptibles de modifier l'estimation définitive ou le coût notifié des travaux, ainsi que le forfait de rémunération, sous réserve de l'application des pénalités définies aux articles 11 et 12 ci-dessus. Ces modifications ne doivent pas avoir pour conséquence une quelconque modification du calendrier prévisionnel.

Toutefois, si ces modifications sont consécutives à des événements non prévisibles au moment de l'établissement du DCE, elles peuvent, après accord du maître d'ouvrage, être classées en Tm.

#### Article 14 : Contrôle des coûts de l'opération

##### Article 14.1 : Enveloppe et contenu des prestations

L'enveloppe financière (Ef) affectée aux travaux comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme.

##### Article 14.2 : Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux (Cpp)

L'avancement des études permet au maître d'œuvre, lors de l'établissement des prestations de chaque élément, de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

##### Article 14.3 : Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux (Cpd)

L'exécution des études d'Avant-Projet (AVP) permettra au maître d'œuvre de s'engager sur un coût prévisionnel de réalisation (Cpd).

Si le coût de réalisation proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de cet élément est supérieur à l'enveloppe financière (Ef) arrêtée par le maître d'ouvrage à l'acte d'engagement, le maître d'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

En cas de dépassement de l'enveloppe financière (Ef) de plus de quinze pourcent (15 %), le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché aux torts du maître d'œuvre, conformément à l'article 30.2 du présent CCAP.

Après réception de l'Avant-Projet (AVP) par le maître d'ouvrage, un avenant fixe le montant de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter sous réserve des sanctions prévues dans le présent CCAP.

Le coût prévisionnel des travaux correspond à la somme des marchés publics de travaux tous corps d'état.

#### Article 15 : Conditions économiques d'établissement

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois  $M_0$  ( $M_0$ ) fixé par l'acte d'engagement.

#### Article 16 : Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de **trois pour cent (3,00%)**.

#### Article 17 : Seuil de tolérance

Le seuil de tolérance (Tte) est égal au coût prévisionnel des travaux majorés du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article 16 du présent CCAP.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre, lors de l'établissement des prestations de chaque élément, de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage le lui demande. Il est précisé que les reprises gratuites d'étude s'inscrivent dans le cadre du délai contractuel des études, tout retard constaté est par conséquent pénalisable.

#### Article 18 : Coût de référence des travaux

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en concurrence relative à la passation des marchés publics de travaux, le maître d'œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation (coût de référence - CMT). Le respect de l'engagement du maître d'œuvre s'apprécie sur le coût global de référence et non lot par lot.

Ce coût est obtenu en multipliant le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître d'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport des index BT01 (catégorie bâtiment) ou TP01 (catégorie infrastructure) pris respectivement au mois Mo des offres travaux ci-dessus et au mois Mo des études du marché de maîtrise d'œuvre. Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût est supérieur au seuil de tolérance, le maître d'ouvrage peut déclarer la consultation infructueuse.

Le maître d'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau DCE ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de **vingt (20) jours** suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau DCE dans un délai de **dix (10) jours** à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle consultation ou engager une négociation. En cas de retard dans la remise de ces études complémentaires, le maître d'ouvrage appliquera les pénalités prévues à l'article 11.2.6 du présent CCAP.

Dans l'hypothèse où, malgré la nouvelle consultation et/ou les négociations, le coût de référence des travaux ne pourrait conduire à un prix inférieur au coût prévisionnel définitif (Cpd) assorti de son seuil

de tolérance, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le présent marché dans les conditions prévues à l'article 30.2 du présent CCAP.

## CHAPITRE V : EXECUTION DE MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE APRES PASSATION DES MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

### Article 19 : Coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le coût de réalisation est notifié par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre qui s'engage à le respecter.

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

### Article 20 : Conditions économiques d'établissement

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo correspondant au mois de remise de l'(ou des) offre(s) ayant permis la passation des marchés de travaux.

### Article 21 : Tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance. Ce taux de tolérance est de **trois pourcent (3,00%)**.

### Article 22 : Seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué à l'article 21 du présent CCAP.

### Article 23 : Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût constaté déterminé par le maître d'ouvrage après achèvement de l'ouvrage, est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants, commandes hors marchés intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix.

Le coût de référence est le coût constaté à l'exclusion des coûts supplémentaires non imputables au maître d'œuvre.

### Article 24 : Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini à l'article 22 ci-avant, le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après.

Ce taux est égal au taux de rémunération fixé dans l'acte d'engagement multiplié par trois (3).

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder **quinze pourcent (15,00%)** du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux (VISA+DET+AOR+OPC). Dans l'hypothèse où la tranche optionnelle serait affermie, les éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux seraient VISA+DET+AOR+OPC+EXE.

#### Article 25 : Mesures conservatoires

Si, en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs) dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 22 du présent CCAP, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître d'ouvrage, par fractions, réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission DET et AOR.

#### Article 26 : Suivi de l'exécution des travaux

La direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter, par l'entreprise, l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

#### Article 27 : Utilisation des résultats

Il est fait application du chapitre 5 du CCAG-MOE et des dispositions du présent CCAP.

Le maître d'œuvre cède, à titre exclusif, au maître d'ouvrage les droits de propriété intellectuelle de nature patrimoniale, tels qu'ils sont définis par les articles L.122-2, L.122-3 et L.122-4 du code de la propriété intellectuelle, sur les documents protégés par le droit d'auteur réalisés dans le cadre du présent marché (ci-après désignés « les Documents »), sur tout support actuel ou futur (incluant notamment les supports papiers, électroniques, informatiques, numériques, vidéographiques, magnétiques, photographiques...) et par tout procédé actuel ou futur de communication au public (incluant notamment télévisuel, internet, vidéographique, cinématographique, exposition...).

- les créations et les conceptions nées de l'exécution du marché quel qu'en soit le support (rapports, méthodologies, études, compte-rendu, plans et graphiques, expertises, photographies, analyses, relevés, illustrations, dessins, etc.) ;

- les documents et dossiers d'études, les documents techniques d'exécution, le dossier de sécurité, les prototypes, maquettes, esquisses, avant-projet, croquis, illustrations, recherches graphiques, documents et fichiers de toute nature provenant de l'exécution du marché, ou de l'une quelconque de ses phases de réalisation ou de préparation ;

Ces droits comprennent le droit de reproduire, de représenter et d'adapter, ensemble ou séparément, tout ou partie des Documents, y compris dans le cadre d'œuvres composites, d'œuvres de collaboration ou d'œuvres collectives.

Les Documents sont notamment les suivants :

- les créations et les conceptions nées de l'exécution du marché quel qu'en soit le support (rapports, méthodologies, études, compte-rendu, plans et graphiques, expertises, photographies, analyses, relevés, illustrations, dessins, etc.) ;
- les documents et dossiers d'études, les documents techniques d'exécution, le dossier de sécurité, les prototypes, maquettes, esquisses, avant-projet, croquis, illustrations, recherches



graphiques, documents et fichiers de toute nature provenant de l'exécution du marché, ou de l'une quelconque de ses phases de réalisation ou de préparation ;

- tout autre élément protégé par le droit d'auteur réalisé dans le cadre du présent marché.

La présente cession comporte pour le maître d'ouvrage le droit d'exploiter directement ou de céder, en tout ou partie, les droits suivants. Ainsi, il est convenu que le maître d'ouvrage pourra exploiter lui-même lesdits droits, mais également pourra consentir des autorisations ou cessions à des tiers tant en France qu'à l'étranger.

La cession exclusive des droits sur les Documents est consentie au maître d'ouvrage pour toutes les exploitations de ce dernier, et de ses ayants-droit et, notamment celles ayant pour objet l'accomplissement des activités et missions propres, actuelles ou à venir, du maître d'ouvrage que la diffusion des Documents soit interne ou externe, qu'elle ait lieu en France ou à l'étranger, qu'elle soit directe ou indirecte.

Les exploitations des Documents sont notamment :

- l'archivage, ensemble ou séparément, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des Documents, par le maître d'ouvrage et/ou ses Partenaires et leur consultation gratuite, sur place, par le public ;
- pour les besoins directement ou indirectement liés à l'exécution du présent marché ;
- la reproduction et la représentation, ensemble ou séparément, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des Documents sur le réseau Intranet du maître d'ouvrage et/ou sur le réseau Intranet de ses Partenaires ;
- la reproduction et la représentation, ensemble ou séparément, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des Documents sur les sites Internet édités ou co-édités par le maître d'ouvrage et les sites Internet édités ou co-édités par ses Partenaires ;
- sous toute forme d'édition électronique et sur tous supports numériques, magnétiques ou optiques et notamment CD-ROM et DVD, disque dur, amovible ou non, téléphone mobile, smartphones, tablettes numériques, carte mémoire, lecteur/enregistreur numérique, lecteur MP3 et MP4, assistant personnel, PDA, clef USB, e-book, agenda électronique, ainsi que sur les réseaux numériques, notamment Internet et Intranet ou par tout autre procédé analogue existant ou à venir ;
- la reproduction et la représentation, ensemble ou séparément, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des Documents, notamment dans l'enceinte et autour des locaux du maître d'ouvrage et/ou de ses Partenaires, sur tous supports d'affichage mural, publicitaire ou autre, et dans tous formats, aux fins d'information du public et de promotion des activités du maître d'ouvrage et/ou de ses Partenaires ;
- la reproduction et la représentation, ensemble ou séparément, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des Documents sur tous supports destinés à la communication institutionnelle interne ou externe du maître d'ouvrage et/ou de ses Partenaires et notamment dossiers de presse, communiqués de presse, cartes et cartons d'invitations, dossiers institutionnels et de mécénat, journaux internes, publications des nouvelles acquisitions, rapports d'activité, articles de presse écrite ou télédiffusés, films de promotion, ainsi que toute autre utilisation d'information et de communication organisée ou co-organisée par le maître d'ouvrage et/ou par ses Partenaires ;

- la reproduction et la représentation, ensemble ou séparément, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des Documents, dans le cadre de conférences, séminaires, cours, formations, présentations ou ateliers tenus au sein des espaces du maître d'ouvrage et/ou de ses Partenaires ;
- plus généralement aux fins de réalisation des missions statutaires du maître d'ouvrage.

Cette cession est consentie pour le monde entier et pour toute la durée de protection des éléments précités, au titre des lois françaises, lois étrangères et conventions internationales, y compris les prolongations éventuelles qui pourraient être apportées à cette durée.

Le maître d'œuvre déclare avoir la pleine et entière jouissance des droits dont il dispose au profit du maître d'ouvrage aux termes des présentes. Il garantit expressément la libre jouissance des droits ainsi cédés contre tous troubles, revendications, ou éviction quelconque émanant d'un tiers quel qu'il soit. Le maître d'ouvrage s'engage à faire figurer le nom du maître d'œuvre sur tous les supports reproduisant ou représentant les Documents, dans la mesure où cela est matériellement possible, sous une forme convenue d'un commun accord entre les parties.

La clause d'exclusivité étant entendue, le maître d'œuvre s'interdit, sauf accord préalable écrit du maître d'ouvrage, d'exploiter les Documents de quelque manière que ce soit.

L'utilisation des documents transmis par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre est strictement limitée à l'exécution du présent marché. Toute autre utilisation par le maître d'œuvre est expressément interdite, sous réserve de l'accord préalable et écrit du maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre s'engage, en cas de sous-traitance, à obtenir, dans la convention de sous-traitance, la cession ou la concession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats réalisés par le sous-traitant, dans des conditions identiques à celles prévues dans le présent marché et lui permettant de rétrocéder ces droits au maître d'ouvrage à l'issue du marché.

Dans l'hypothèse où le titulaire est un groupement de personnes, le mandataire du groupement s'engage, en cas de recours à la sous-traitance pour pallier la défaillance d'un membre du groupement dans l'exécution de ses prestations au titre du présent marché, à faire son affaire d'obtenir, dans la convention de sous-traitance, la cession ou la concession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats réalisés par le sous-traitant, dans des conditions identiques à celles prévues dans le présent marché et lui permettant de rétrocéder ces droits au pouvoir adjudicateur à l'issue du marché.

#### Article 28 : Achèvement de la mission

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de "garantie de parfait achèvement" (prévue à l'article 44.1, 2° alinéa du CCAG applicable aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période et ce, sous réserve de l'instruction par le maître d'œuvre des éventuels mémoires en réclamation des entreprises. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve, si la condition énoncée ci-dessus est remplie.

En cas de pluralité de délais de garantie de parfait achèvement, la mission de maîtrise d'œuvre s'achève à l'expiration du dernier délai de garantie de parfait achèvement sauf dérogation de ce délai ou levée de réserves postérieures à son expiration. Dans cette hypothèse l'achèvement de la mission intervient lors de la levée des réserves.

La mission de maître d'œuvre se prolongera au-delà de la date d'achèvement définie ci-dessus, en cas de réclamation formulée par les titulaires des marchés de travaux sur leur décompte général jusqu'à la résolution amiable ou contentieuse du différend. Le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage sur toutes les réclamations formulées.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître d'ouvrage, dans les conditions de l'article 21 du CCAG-MOE et constatant que le maître d'œuvre a rempli toutes ses obligations.

## CHAPITRE VI : RESILIATION DU MARCHÉ PUBLIC – CLAUSES DIVERSES

### Article 29 : Règlement amiable des différends

A défaut de parvenir à un accord amiable, et avant de saisir la juridiction compétente, pour les litiges nés de l'exécution du présent marché, les parties conviennent de saisir pour avis le ministère de la culture.

### Article 30 : Résiliation du marché public

Dans tous les cas de résiliation du marché, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger du maître d'œuvre la remise des prestations en cours d'exécution et, le cas échéant, en cas de résiliation aux torts du maître d'œuvre, leur exécution aux frais et risques de ce dernier.

De plus, le maître d'œuvre sera tenu de remettre les documents réalisés, et tout autre document qui lui aura été confié par le maître d'ouvrage ou tout autre intervenant de l'opération. , dans les **trente (30) jours** à compter de la date de résiliation, faute de quoi, une pénalité de **cent euros (100,00 €) par jour de retard constaté** lui sera appliquée.

Les articles du CCAG-MOE, traitant de la résiliation aux torts du titulaire (art. 30) et de la résiliation pour événements extérieurs (art. 28) peuvent s'appliquer à un seul des cotraitants du groupement dès lors qu'il se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 à 34 inclus du CCAG-MOE avec les précisions suivantes :

#### Article 30.1 : Résiliation du fait du maître d'ouvrage

Dans le cas où le maître d'ouvrage résilie le présent marché, en tout ou partie, sans qu'il y ait faute du maître d'œuvre, ce dernier percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant hors TVA, non révisé, de la partie résiliée du marché, un pourcentage égal à **deux pourcent (2,00%)**.

#### Article 30.2 : Résiliation du marché public aux torts du maître d'œuvre ou cas particuliers

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 28 et 30 du CCAG-MOE, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre et acceptées par le maître d'ouvrage est

rémunérée avec un abattement de **dix pourcent (10,00%)**. Toutefois, dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du maître d'œuvre (art. 28.1 du CCAG-MOE), les prestations sont réglées sans abattement.

**Par dérogation à l'article 30 du CCAG-MOE**, le présent marché pourra être résilié dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 16 du présent CCAP ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le maître d'œuvre ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et suivants du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à -8 du code du travail, il sera fait application aux torts du maître d'œuvre des conditions de résiliation prévues par le marché.

**Par dérogation à l'article 30 du CCAG-MOE** les cas de résiliation ne sont pas limitatifs.

#### Article 30.3 : Exécution de la prestation aux frais et risques du maître d'œuvre

A condition que la décision de résiliation le mentionne expressément, le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent marché, aux frais et risques du maître d'œuvre :

- soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard et ce, sans mise en demeure préalable ;
- soit en cas de retard de plus de **vingt (20) jours** dans l'exécution des prestations et ce, après mise en demeure préalable restée sans effet ;
- soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du maître d'œuvre.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du maître d'œuvre, est à la charge de ce dernier. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

#### Article 30.4 : Résiliation sur demande du maître d'œuvre

Le maître d'œuvre peut demander la résiliation du marché. Dans ce cas, le maître d'ouvrage peut accepter ou refuser la demande. Le maître d'ouvrage notifiera sa réponse dans un délai de **quinze (15) jours** à compter de la réception de la demande.

Si le maître d'ouvrage accepte la résiliation du marché, le maître d'œuvre devra verser au maître d'ouvrage une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant hors TVA, non révisé, du présent marché un pourcentage égal à **cinq (5,00%)**.

#### Article 30.5 : Résiliation pour événements liés au marché

Conformément à l'article 29.1 du CCAG-MOE, si le maître d'œuvre rencontre des difficultés imprévisibles dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, il peut en demander la résiliation au maître d'ouvrage. Les prestations réalisées sont réglées sans abattement.

Les cas de résiliation mentionnés à l'article 29 CCAG-MOE ne donnent pas lieu à indemnisation du maître d'œuvre.

### Article 30.6 : Résiliation pour non remise des documents demandés dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé

Tous les six (6) mois à compter de la notification du présent marché, le maître d'œuvre devra fournir, selon sa situation, les pièces exigées aux articles D.8222-5 et D.8254-2 du code du travail.

En cas de non remise des pièces susmentionnées par le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage pourra résilier le marché aux torts du maître d'œuvre, après mise en demeure restée infructueuse dans un délai d'un (1) mois, sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité.

### Article 30.7 : Résiliation encourue en cas de non-respect par le maître d'œuvre de ses obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé

S'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, le maître d'œuvre est informé qu'il encourt la résiliation du présent marché dans les conditions suivantes :

Lorsque le maître d'ouvrage est informé par les services compétents en matière de lutte contre le travail dissimulé du non-respect par le maître d'œuvre des obligations prévues aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, ces manquements donneront lieu à une mise en demeure de faire cesser sans délai cette situation.

Le maître d'œuvre devra apporter au maître d'ouvrage la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle dans le délai maximum de **deux (2) mois**.

A défaut de correction des irrégularités signalées, le maître d'ouvrage en informera l'agent auteur du signalement et pourra résilier le présent marché sans indemnité, aux frais et risques du maître d'œuvre.

### Article 31 : Arrêt de l'exécution de la prestation

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques éléments de mission tels que définis dans le présent CCAP. La décision d'arrêter ne donne lieu à aucune indemnité et entraîne la résiliation du présent marché. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du présent marché.

Dans le cas où l'arrêt de l'exécution de la prestation au terme d'un élément de mission est temporaire, il n'entraîne pas la résiliation du marché. Dans les autres cas, l'arrêt emporte résiliation du marché. La décision prise précise si l'arrêt est temporaire ou définitif.

### Article 32 : Assurances

Dans un délai de **quinze (15) jours** à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le maître d'œuvre doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code Civil, et d'une assurance responsabilité civile professionnelle.

Le contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance définie aux articles L.241-1 et L.243-1-1 du code des assurances, ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe I de l'article A 243-1 du même code. Pour les architectes, il est conforme aux exigences de l'article 16 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 modifiée sur l'architecture.

Le maître d'œuvre devra fournir, avant notification de son marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération. Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par le maître d'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération. Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

À tout moment durant l'exécution du marché, le maître d'œuvre doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de **quinze (15) jours** à compter de la réception de la demande.

En cours d'exécution du marché, en cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes des polices, le maître d'œuvre s'engage à en informer le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de **quinze (15) jours** à compter de la réception de la nouvelle attestation d'assurance.

Le maître d'œuvre s'engage à obtenir de ses sous-traitants éventuels la justification de la souscription des assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-dessus.

Le maître d'œuvre est tenu également de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du code civil, ainsi que pour la garantie des dommages immatériels.

### Article 33 : Clause de réexamen

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

#### Article 33.1 : Remplacement du maître d'œuvre initial par un nouveau maître d'œuvre en cours d'exécution

Le maître d'œuvre unique pourra proposer au maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau maître d'œuvre afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- liquidation judiciaire,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le maître d'ouvrage vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le maître d'œuvre initial.

A l'issue de cet examen, le maître d'ouvrage acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.

- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du maître d'ouvrage sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement.

- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. A défaut,

- dans le cas du groupement solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement.

- dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité :

- soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement ;

- de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

#### Article 33.2 : Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement, par dérogation à l'article 3.5 du CCAG-MOE.

#### Article 34 : Clauses diverses

##### Article 34.1 : Règlement des litiges

La loi française est seule applicable au présent marché.

Les contestations qui pourraient s'élever au sujet de la conclusion, la validité, l'interprétation et/ou l'exécution du présent marché seront jugées par le tribunal administratif de Cergy-Pontoise, à l'exception des contestations relatives à la propriété intellectuelle qui seront jugées par le Tribunal de Grande Instance de Nanterre.

##### Article 34.2 : Arrêt momentané des prestations

Dans le cas d'arrêt momentané des prestations du maître d'œuvre, pour des causes non imputables à celui-ci, le forfait de rémunération et les délais d'exécution seront aménagés en fonction des incidences de l'allongement des délais. Un avenant fixera les nouvelles conditions.

##### Article 34.3 : Garantie technique

Le présent marché ne prévoit pas de garantie technique.